

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs

Lorsque l'on se souvient des difficultés auxquelles faisait face *Pages de gauche* il y a une année, la sortie de ce numéro 90 représente pour toute la rédaction un succès. D'abord parce qu'il témoigne des huit ans de parution du journal, et ensuite parce qu'il marque le premier anniversaire de notre nouvelle formule. Son bilan est pour nous très positif, en particulier parce qu'elle nous permet d'avoir des discussions plus approfondies sur chacun des articles. Nous serions évidemment très heureux-eux d'entendre vos commentaires à ce propos.

Comme ce numéro le démontre, nous n'avons pas abandonné la rédaction de dossiers thématiques, plus condensés que par le passé, mais offrant toujours un espace pour traiter de certains sujets de manière plus détaillée. En outre, nous espérons bientôt mettre en chantier un cahier thématique sur l'internationalisme.

Les problèmes qui frappent toute la presse affectent cependant aussi *Pages de gauche*. En clair, puisque notre journal vit sans aucune publicité ni subvention d'un parti, nous avons besoin de nouveaux abonnements! C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'envoyer un numéro à nos ancien-ne-s lectrices-eurs afin d'en convaincre un maximum de se réabonner à notre nouvelle formule, opération étalée sur les numéros 89, 90 et 91.

Nous espérons ainsi pouvoir continuer à informer, débattre et analyser tout en gardant une position politique qui n'accepte pas de troquer ses idéaux contre quelques gains électoraux, de taire ses colères par souci de consensus ou d'unité nationale, ou d'oublier ses valeurs par volonté d'adaptation à un monde qui demeure tout aussi révoltant que par le passé. Déjà 90 numéros à gauche, et l'avenir durera encore longtemps!

Réd.



Politique familiale: attention aux dérapages

La politique familiale est traditionnellement l'apanage de la droite. À gauche, bien au contraire, la famille est considérée à juste titre comme le lieu d'apprentissage de la hiérarchie et de l'ordre. Sa défense et son bien-être ne constituent pas des revendications du projet socialiste. Malheureusement nous observons à l'heure actuelle que certain-e-s personnes considérées "de gauche" oublient le rôle conservateur de l'institution familiale, ou du moins confondent la tactique politique et les objectifs d'une lutte progressiste. Nous consacrons donc ce mois un dossier à la question de la famille, pour mieux comprendre quels enjeux elle recouvre et quels intérêts elle sert.

Lire en pages 4-7

■ Formation

Les dix ans de Bologne: rapport sur le savoir à l'ère de la marchandisation généralisée

Page 3

■ Retraites

La propagande du patronat sur leur prétendue faillite

Page 8

■ Crise

Sept thèses sur la crise qui secoue le capitalisme

Pages 10 et 11

CAMARADE CHRONIQUEUR

L'autre syndrome chinois (II)

Après nous être brièvement arrêtés le mois passé sur les conditions de travail en Chine, il est intéressant de faire un parallèle avec ce que les entreprises dont les activités y sont florissantes exigent, à travers leurs relais politiques, sous nos latitudes. Entre, d'un côté, dérégulation à tout va, sous-enchère salariale et «flexibilité» des travailleuses-eurs, et dérive sécuritaire de l'autre, on voit bien que, d'une certaine manière, la situation des ouvrières-ers chinois-es est le spectre de ce qui nous attend si nous ne parvenons pas à contenir les aspirations du capitalisme.

Il est d'ailleurs glaçant de voir qu'en Chine, comme en France voisine, les suicides au travail se répandent (voir le très bon documentaire *Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés* à ce sujet). «Le travail l'a tué» n'est hélas plus une épitaphe vieillie digne d'un roman de Zola...

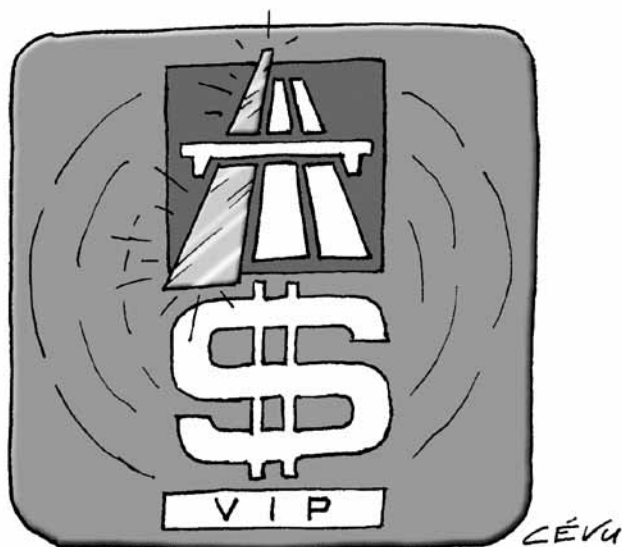
On peut me traiter de passéiste ou penser que je retarde d'une guerre, toujours est-il que, comme disait Lénine, les faits sont têtus. On peut me chanter sur tous les airs que

nous pouvons donner un «visage humain» au capitalisme, les preuves manquent.

Les récents débats parlementaires sur les liens incestueux entre les milieux bancaires et notre gouvernement ont encore montré qu'il n'y a que l'action militante et notre précieux système démocratique qui peuvent permettre de mettre en échec les lobbies de l'économie.

Et pour ce faire, nous avons besoin d'outils. Les mêmes qui font défaut aux ouvrières-ers de Chine populaire. Des organisations de masse, des partis, des syndicats. Et pour ces derniers, une chose urgente à faire est d'apporter enfin une protection réelle aux syndicalistes en entreprise, qui sont en première ligne et à découvert. Et ce n'est pas une question théorique; c'est une condition *sine qua non* d'un rapport de force équilibré entre salarié-e-s et patron-ne-s. C'est une question de démocratie.

Matthieu Béguelin est député socialiste au Grand Conseil neuchâtelois



Interpellation UDC pour des troisièmes voies autoroutières réservées aux VIP

L'HUMEUR
DE LA RÉDACTION

Le prochain bonus

Avec le vote de l'accord d'entraide administrative entre la Suisse et les États-Unis et le refus de la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le sauvetage de l'UBS s'achève une phase du débat politique suisse sur la gestion de la crise. Après quelques mois passés par les commentatrices-teurs à faire croire qu'une autre conclusion restait possible, tout est en somme rentré dans l'ordre: à la fin, ce sont toujours les milieux financiers et leurs relais parlementaires – les partis bourgeois – qui gagnent.

Cette fin de manche sans surprise cache cependant peut-être une chance pour la gauche suisse et pour le Parti socialiste qui a décidé de regagner son crédit notamment sur la politique économique, à l'occasion des débats sur la crise en général et les banques en particulier: prendre un coup d'avance, et regarder vers le prochain match. Les débats sur le sauvetage de l'UBS et sur la Commission d'enquête parlementaire concernent l'un comme l'autre des événements passés. Même s'ils ne s'étaient pas gentiment réglés avant l'été, leur importance n'en aurait pas moins diminué de mois en mois à mesure que d'autres problèmes leur auraient disputé le devant de la scène.

Ces débats mettent en scène le ressentiment vis-à-vis d'un système et des élites qui le portent. C'est ce ressentiment, sentiment fugace, qui fait leur force actuelle et leur faiblesse à venir. L'introduction d'un impôt spécial sur les bonus, toute légitime qu'elle soit, ne peut pas se fonder uniquement sur le dégoût que suscitent les écarts de salaires. Il ne s'agit pas que d'accuser les banques, de punir leurs dirigeant-e-s, de prendre l'argent de *managers* déclarés incapables. Il s'agit de montrer qu'un financement solide de l'État, que des prélèvements publics sur les hauts revenus et qu'un cadre légal strict pour l'activité économique sont nécessaires.

Le PS a engrangé un premier succès. Il a clairement montré qui commande en Suisse et qui leur obéit servilement. Pour les prochains bons points, il faut aller au-delà. Attaquer les frais bancaires par lesquels les banques tondent les citoyens. Faciliter l'accès des particuliers ou des PME au crédit, pour investir ou pour construire, à l'époque où les banques empruntent presque gratuitement. Investir dans la redistribution des richesses et la création d'emplois. Pour que le prochain bonus mirobolant aille à la gauche en 2011.

Benoît Gaillard

SAVOIR

La transformation néolibérale de l'éducation

On a beaucoup parlé de Bologne, de «marchandisation des études» et de réformes universitaires ces derniers temps, sans que toutes ces questions ne soient traitées de manière systématique. C'est chose faite désormais avec l'excellent petit ouvrage produit par trois syndicalistes et chercheurs-eurs en sciences sociales et édité par nos collègues de la Fédération syndicale unitaire (FSU) en France.

La thèse de ce livre est que l'ensemble du secteur de l'éducation et de la recherche connaît une «grande mutation» depuis une vingtaine d'années. Elle correspond à une subordination beaucoup plus directe de l'éducation aux intérêts immédiats de l'économie. On passe ainsi d'une éducation, pensée sur le mode de l'émancipation et de la découverte culturelle visant à créer des citoyen-ne-s libres et égales-aux, à une formation censée préparer aux exigences du marché du travail. Cette préparation passe par l'abandon progressif des savoirs au profit du «savoir-faire» et des «compétences», qui visent à permettre aux individus placés dans une économie flexibilisée de s'adapter, de se réinventer en permanence, bref de survivre, grâce à la «formation tout au long de la vie». Chacun-e devient peu à peu sa-son propre entrepreneur-eur, accumulant pour son avantage propre dans la compétition généralisée un capital éducatif. Bref, il y a là derrière un véritable projet

de création d'un «nouvel homme européen», flexible et compétitif, c'est-à-dire parfaitement adapté aux exigences contemporaines du marché.

STRATÉGIE DE LISBONNE

Cette transformation de l'éducation en formation, et de la recherche en recherche-développement et innovation, est le résultat de stratégies conscientes formulées essentiellement au niveau de l'Union européenne, notamment la fameuse «stratégie de Lisbonne» visant à faire de l'UE, l'«économie fondée sur le savoir» la plus compétitive du monde. Le savoir n'est plus un facteur d'émancipation, mais une arme dans la compétition économique internationale. Il s'agit d'une véritable instrumentalisation néolibérale du savoir et de la connaissance qui a été mise en œuvre par la Commission et les gouvernements européens (y compris la Suisse) depuis une dizaine d'années. Évidemment, ce coup de force néolibéral n'a pas été imposé par Bruxelles à des gouvernements passifs, mais c'est le résultat d'une utilisation stratégique de l'Europe pour légitimer ces politiques.

Un des grands intérêts de ce livre est de montrer la proximité, voire l'affinité, entre certaines conceptions sociales-libérales et le néolibéralisme en matière d'éducation. Ainsi, l'accent mis sur les «compétences», l'«apprentissage tout au long de la vie», la

«société du savoir», l'«économie de la connaissance» dessinent les contours d'une société soumise aux nécessités de l'accumulation capitaliste, plutôt que visant à l'émancipation socialiste. A cette formation-marchandise, il importe d'opposer une conception de l'éducation comme émancipation, qui relève d'abord du service public, c'est-à-dire d'un droit universel.

Romain Felli

A lire: Isabelle Bruno, Pierre Clément, Christian Laval, La grande mutation, néolibéralisme et éducation en Europe, Paris, Syllepse/FSU, 2010.

La réforme des universités

Les universités européennes n'ont pas échappé à la frénésie néolibérale mise en œuvre par la Commission. Là encore, le maître mot a été l'adaptation aux besoins économiques. Le processus de Bologne (initié en 1999) a visé à standardiser les cursus d'études en deux cycles comparables (*bachelor* et *master*) à l'échelle européenne, ceci afin de permettre la mise en concurrence des universités pour l'attraction des étudiant-e-s. Afin de fluidifier cette marchandisation des études, les enseignements ont été découverts en crédits accumulables (dits ECTS) et échangeables. L'assurance de qualité a été introduite afin de garantir aux consommatrices-eurs qu'il n'y a pas tromperie sur la marchandise.

Plus généralement, on a demandé aux universités de se réinventer sur un modèle entrepreneurial, en accordant un pouvoir renforcé aux directions, au détriment de la participation, en attirant de plus en plus de fonds externes, notamment venant de l'économie privée, et finalement en se spécialisant sur des «pôles de compétences». Les processus d'autonomisation des universités, permettant leur gestion managériale et leur mise en compétition, ont été pilotés allègrement par des gouvernements de droite comme de gauche partout en Europe. A terme, c'est le financement lié aux performances qui est visé. RF

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:

Antoine Chollet

Webmaster:

Mathieu Gasparini

Illustrations:

Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:

Dominique Hartmann, Salima Moyard

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

POLITIQUE FAMILIALE

À la gauche de la famille

La critique de la famille a été à la base d'une critique politique radicale de notre société patriarcale et hiérarchisée. La famille constitue le premier lieu de la domination des femmes mais aussi des enfants qui apprennent ainsi à obéir à un chef dont l'autorité injustifiée n'est pas contestable. La gauche a été par le passé du côté des «anormaux»: mères célibataires, enfants nés hors mariage, homosexuel·le·s ou divorcé·e·s. Mais voici que depuis quelque temps le discours et l'action politique du PSS et de ses sections cantonales rappellent parfois la devise «Travail, famille, patrie».

Nous reviendrons plus en détails dans les pages suivantes sur des points qui auraient pu et dû être défendus par la gauche, ainsi que sur des combats qu'elle pourrait mener plus active-

ment. Mais ce qui reste le plus effrayant dans le discours du Parti socialiste, c'est la défense de la famille en tant que telle. La lutte pour les droits individuels s'efface au profit de celle pour la condition des familles. Survient ainsi la volonté de défendre pour elles-mêmes des mesures familiales comme les allocations ou les déductions fiscales. Cela renforce ainsi les privilèges des familles traditionnelles au lieu de lutter pour des salaires suffisants pour chacun·e. Cela entérine un système fiscal inique plutôt que de chercher une imposition individuelle seule à même de garantir un traitement équitable entre les sexes et d'encourager le travail des femmes et ainsi leur indépendance. Conçue comme un facteur d'appauvrissement qu'il faudrait corriger, la famille n'est plus critiquée et le

PS se retrouve aux côtés du PDC pour soutenir sa pérennité.

POUR UN DISCOURS ALTERNATIF

Dans la situation minoritaire du PSS et dans une perspective réformiste, il ne s'agit pas ici de rejeter en bloc toute amélioration concrète des conditions matérielles des individus. Mais il faut que le PS ne s'illusionne pas de ces petits pas et continue à combattre le modèle familial traditionnel. Quand il défend des allocations ou des déductions, il devrait dire que l'objectif n'est pas le bonheur familial mais l'indépendance des individus, que le problème n'est pas le divorce mais les salaires insuffisants.

En outre si la gauche parle de famille, elle doit intégrer des modèles alternatifs, et ce sous un angle positif. Actuellement on ne retrouve pas de revendications

remettant un tant soit peu en question le modèle traditionnel. Même si la gauche défend l'égalité des sexes, elle continue de parler de «conciliation travail-famille», et le plus souvent n'y inclut que les femmes. Or le vrai problème est le partage inégal du travail domestique et parental. Les propositions les plus fréquentes consistent

en des aménagements mineurs comme les horaires scolaires ou les crèches, qui permettraient aux femmes de travailler. Mais où sont les revendications qui remettraient le travail salarié à sa place, c'est-à-dire réduite et secondaire, et créeraient véritablement les conditions nécessaires à un partage égalitaire du travail «familial»? Ce sont entre autres de telles réflexions qui devraient constituer le discours socialiste pour aller contre le carcan familial et vers une société d'individus émancipés.

Stéphanie Pache

POLITIQUE FAMILIALE

Monomaniaques

L'UDC, toujours à l'affût d'un bon coup, vient de lancer son initiative populaire «en faveur des familles». En réalité, loin de défendre les familles, cette initiative vise à promouvoir un type d'organisation familiale particulière, celui que sa jeune pousse homophobe, Grégory Logean, qualifie de «famille unie avec des enfants sains», dans laquelle la femme reste à domicile afin de s'occuper de l'élevage des enfants.

Dans ce contexte, il n'est pas très étonnant que la droite conservatrice et réactionnaire s'en prenne aux «modes de vie déviants» pour expliquer les inégalités sociales et la pauvreté. On se souvient qu'au XIX^e siècle déjà, c'est le supposé alcoolisme des classes populaires qui était censé expliquer leur misère, et non l'exploitation à laquelle elles étaient soumises. Aujourd'hui, l'individualisation des causes de la pauvreté refait surface.

Ainsi, les familles monoparentales seraient un «facteur de risque» de la pauvreté, de même qu'elles seraient, d'après certaines savantes études, un facteur de risque en matière de délinquance. Là derrière se cache une psychologie de caniveau qui impute au manque d'autorité (masculine) familiale la désagrégation sociale, la déviance, la délinquance, etc.

Sur un mode beaucoup plus progressiste, on affirme que les familles monoparentales doivent être «aidées», car «avoir des enfants coûte cher». Ainsi, on reporte sur un (non-)choix individuel – le fait d'avoir des enfants et de vivre en couple (ou non) – les causes de la pauvreté. En réalité, le problème n'est pas la monoparentalité, mais bien les salaires de misère qui sont versés par le patronat ainsi que la destruction de l'État social. C'est contre cela qu'il s'agit de se battre.

Romain Felli



Du patriarcat et de sa critique

POLITIQUE FAMILIALE

Au fond du statut de mineur·e

La majorité est fixée à 18 ans. Pour un mouvement qui aspire à transformer la société, il n'est pas inutile de réfléchir à la fonction du statut de mineur·e et aux choix politiques qui en dessinent les contours.

LES FONCTIONS

Les effets juridiques attachés au statut de mineur·e remplissent des fonctions sociales différentes. Nous pouvons tenter d'en distinguer trois. La première d'entre elles, reflétant le rôle sécuritaire de l'État et du droit, vise à empêcher que des individus considérés comme immatures n'infligent des dommages à la collectivité. Pour prendre un exemple évident, la conduite automobile est réservée à celles et ceux qui ont atteint l'âge fatidique.

La deuxième fonction, qui correspond à une compréhension paternaliste de l'État, a comme objet d'offrir une protection à celles·ceux à qui elle dénie des droits. Typiquement, la nullité qui sanctionne tout contrat

conclu par un·e mineur·e part de la prémisse qu'il faut protéger les jeunes incapables de mesurer la portée de leurs actes et d'agir en conséquence. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le parlement de fixer à 10 ans – seuil exceptionnellement bas en comparaison européenne – l'âge à partir duquel les mineur·es peuvent être tenus pour pénalement responsables.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques affirme d'ailleurs que «tout enfant a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'État, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur». Bien qu'il y soit question de protection, cette garantie reflète une autre fonction du statut de mineur·e, étroitement liée au rôle de l'État comme garant des privilèges établis: la fonction idéologique.

QUELS EFFETS?

Les effets du statut de mineur sont contestables à plusieurs égards. En maintenant les moins de 18 ans sous la tutelle

de la famille, le droit apprend dès le plus jeune âge à discriminer entre les proches et l'étranger·ère. En effet, la famille se voit assigner un rôle protecteur, qu'elle ne joue au demeurant pas toujours à la perfection. Le renvoi à la famille comme premier soutien financier perpétue les inégalités, notamment dans l'accès à la formation. Mais surtout, le maintien d'une tutelle de droit sert à apprendre l'obéissance aux règles établies et à refuser l'émancipation jusqu'à un âge fixé schématiquement tout en garantissant à l'organisation familiale son statut de cellule de base de la société. Une institution du conservatisme, en somme.

Arnaud Thiéry



Une question de responsabilité...

POLITIQUE FAMILIALE

Les bons parents

Si les Suisses ont voté pour un contrat type marital pour les couples homosexuels, le partenariat enregistré, un tabou reste toujours: celui de la parentalité des personnes non hétérosexuelles. De manière générale, on peine à concevoir un rapport parental en dehors d'une relation mère-enfant sacralisée mais aussi responsable de tous les maux sociétaux.

Être parent n'est ni un droit ni un devoir. Mais au nom du «bien de l'enfant» on pratique la discrimination à large échelle révélant ainsi que les jugements envers ces groupes n'ont pas tant évolué. Pour ne citer qu'un exemple particulièrement choquant et allant à l'encontre des recommandations du Conseil de l'Europe, la Suisse exige des per-

sonnes voulant changer de sexe dans leur état civil une stérilisation définitive. En dehors du soutien lors de la campagne du partenariat enregistré, on a peu vu les organisations de gauche ou d'extrême gauche s'engager contre les institutions hétérosexuelles.

ADOPTER D'AUTRES NORMES

Mais cela traduit aussi une tendance dans notre société à naturaliser les liens de parenté et à ne reconnaître que la filiation biologique. Il est important que la gauche comprenne la nécessité de défendre d'autres modalités parentales et familiales, par exemple avec une législation plus souple et ouverte sur l'adoption. Il nous faut en effet sortir du modèle conserva-

teur et patriarcal pour donner la possibilité d'apprendre d'autres rapports sociaux, égalitaires, c'est-à-dire sans hiérarchie des âges, des sexes ou des pratiques sexuelles, et ce dès la naissance. Nous ne devons pas oublier que la famille est le premier lieu où naissent les inégalités, et surtout celui où on apprend à les tolérer. La multiplicité des situations permettrait peut-être une subversion des normes patriarcales et hétérosexuelles. Ce projet est nécessaire et primordial si l'on s'inscrit dans une volonté d'émancipation de chacun·e.

Stéphanie Pache

POLITIQUE FAMILIALE

Un pays neutre? En tous cas pas fiscalement!

Le système fiscal suisse d'imposition comporte un aspect particulièrement étrange: il peut traiter tout à fait différemment deux ménages strictement identiques du point de vue économique. En effet, un couple, en se mariant, change la façon dont il est imposé. La fiscalité ne devrait pourtant pas constituer un incitatif à changer son état civil dans quelque sens que ce soit.

L'aspect troublant du système actuel est que pour certains couples, le mariage baissera l'impôt des contribuables alors que pour d'autres il l'augmentera. Cela incite donc certaines catégories de couples à se marier tout en décourageant d'autres. Ces catégories de couples ne sont pas anodines.

Le système met ensemble tous les revenus du couple marié, et utilise un autre barème pour calculer l'impôt. Étant donné que l'on impose le revenu de

deux personnes, le barème est plus généreux: un même revenu sera associé à une charge d'impôt plus faible que si l'impôt ne frappait qu'une personne. Un couple avec une personne qui gagne l'entier du revenu et une autre personne qui ne gagne rien se retrouve donc fortement avantagé fiscalement lorsqu'il se marie, puisque le même revenu est imposé, mais avec un barème moins élevé. Par contre, si les membres d'un couple ont des revenus proches, le mariage augmentera leur facture fiscale.

CAS PRATIQUE

À titre d'illustration, un habitant de Lausanne gagnant annuellement 120'000 frs aurait payé en 2009 un impôt total de 26'622 frs. S'il se marie à une personne qui ne gagne rien, le couple ne paierait plus que 20'375 frs. Deux personnes non mariées gagnant chacune 60'000 frs paieraient, elles,

9143 frs chacune, pour un total de 18'286 frs. En se mariant, le couple paierait 19'131 frs.

Il est temps d'arrêter de penser qu'économiquement, deux personnes qui se sont mariées ne font plus qu'un. Un système fiscal devrait simplement apprécier objectivement la situation économique individuelle de chaque personne pour qu'elle soit imposée en fonction de sa capacité contributive. Les charges d'entretien seraient de toute façon prises en compte, sans un système qui pousse la personne avec le revenu le plus bas (les femmes, la plupart du temps) à sacrifier sa vie professionnelle. Le système fiscal actuel favorise la vision archaïque du couple où seule l'une des deux personnes a une activité professionnelle. L'égalité ne pourra bien sûr pas être atteinte tant que cette injustice sera présente.

Samuel Bendahan

POLITIQUE FAMILIALE

Contre le mariage

La principale institution consolidant la structure traditionnelle de la famille est celle du mariage. Si l'on peut discuter dans le fond aussi de la monogamie et des valeurs traduites par l'idéal du couple, il est plutôt question ici de la volonté de passer un contrat d'union conjugale devant l'État. Que deux personnes souhaitent passer un contrat entre elles, voire devant un dieu, soit, mais nous devons critiquer l'intervention de l'État, même si elle se fait à la demande des intéressé-e-s.

Pour couper court à la justification la plus souvent invoquée, rappelons que la question des enfants peut et doit se régler en dehors du droit du mariage. C'est de toute façon déjà le cas au vu de la proportion d'enfants «nés hors mariage». La gauche ferait

ainsi mieux de chercher à régler la question indépendamment de l'état civil des parents et de défendre l'égalité en droit et en fait des parents et des enfants.

BÉNISONS LES PRIVILÉGIÉ-E-S!

Le problème principal de l'union civile reste en effet qu'elle crée des inégalités de traitement entre les individus sur la base de critères moraux conservateurs. Par ce contrat est créé un «ménage» bien hiérarchisé et dirigé toujours par le chef de famille, faisant des autres membres des personnes à charge de celui-ci, indépendamment de la situation réelle. Le système fiscal en est un exemple évident mais on retrouve cette idée dans d'autres législations. Il s'agit ainsi de garantir des privilèges aux couples hétérosexuels

monogames avec progéniture, privilèges dont bénéficie bien sûr plus grandement monsieur l'époux.

Ainsi si l'on défend l'égalité des individus indépendamment de leur sexe, de leur identité sexuelle ou de leurs pratiques, il faut reconnaître les discriminations produites par l'institution du mariage et les fondements conservateurs de celui-ci pour enfin le condamner vigoureusement et ne pas reproduire des inégalités en profitant des privilèges qu'il offre à des personnes déjà largement favorisées dans notre société.

Stéphanie Pache

POLITIQUE FAMILIALE

L'invention de la famille

Généralement, l'on fait comme si la famille était un donné biologique, une nécessité sociale et une institution incontournable, et comme si les discussions qui la concernent ne pouvaient que se limiter à imaginer quelques aménagements à partir d'un socle fondamental et indiscutable. Or une petite incursion dans les travaux des historien·ne·s ou des anthropologues montre très rapidement que, loin d'être une donnée naturelle, la famille a tout d'une institution sociale, et qu'elle est à ce titre infiniment diverse. Plus ennuyeux pour ses thuriféraires, il apparaît tout aussi vite que la famille remplit principalement d'autres rôles que ceux qu'on lui assigne habituellement aujourd'hui. Dans la plupart des cas, c'est d'abord une institution économique et matrimoniale, avant d'être ce havre de bonheur qui entoure des enfants forcément épanouis... Il s'agit donc plutôt d'assurer la subsistance d'un groupe dans la durée et d'échanger des femmes (plus rarement des hommes) que de garantir le bon déroulement du rôti dominical.

LA FAMILLE BOURGEOISE

On oublie un peu vite que la représentation présente de la famille hérite directement de ce qu'elle est devenue dans la bourgeoisie du XIX^e siècle, ou plutôt de l'image que celle-ci a su donner d'elle-même à partir de ce moment-là. C'était elle que Marx et Engels décrivaient dans *le Manifeste communiste* en disant qu'elle repose «sur le capital, sur l'acquisition privée». Elle est fondée sur la transmission et

la reproduction du patrimoine, matériel bien sûr, mais aussi symbolique (le nom, les titres, les réseaux, les "manières", etc.). La famille bourgeoise se donne comme organisation principale de la sphère privée, cherchant à dessiner une frontière imaginaire entre cette dernière et le monde public. Mais dans les faits, la famille demeure une institution publique dont les ramifications s'étendent loin au-delà des individus qui en font partie, y compris dans les sociétés capitalistes, et dont la structure vient soutenir et renforcer ces sociétés.

REDÉFINITION OU DISPARITION?

Il faut aussi se garder d'une position qui voudrait que, dans nos sociétés "libérales", la famille pourrait n'être que ce que l'on souhaiterait qu'elle soit. C'est oublier son caractère institutionnel qui dépasse et contraint, qu'ils et elles le veulent ou non, ses protagonistes directs. Tout comme un mariage ne peut pas s'inventer débarrassé de tout ce qu'il signifie dans nos sociétés, la famille ne peut pas s'interpréter librement, ne serait-ce qu'à cause de sa signification juridique.

La famille est l'une des formes que prend le pouvoir de faire violence à l'individu, y compris dans le sens le plus concret du terme "violence". En ce sens,



La famille, lieu de l'émancipation de chacun·e...

l'aspiration à l'autonomie et l'institution familiale sont incompatibles en dernière instance. Si l'on érige la liberté et l'émancipation face à la famille, cela ne peut que signifier la subordination de cette dernière, comme institution sociale et normalisante, à l'invention de relations à chaque fois différentes avec autrui.

Antoine Chollet

Pour en savoir plus

André Burguière (et al.), *Histoire de la famille*, Paris, Armand Colin, 1986
Christine Delphy, *L'ennemi principal, économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998
Maurice Godelier, *Métamorphoses de la parenté*, Paris, Fayard, 2004.

LE POING

Le poing à **Michel Rocard**, ancien Premier ministre français, qui s'est permis, en pleine mobilisation sociale contre les attaques du gouvernement Fillon sur les retraites, d'affirmer que la retraite à 60 ans était intenable, que ses camarades du PS faisaient fausse route en la défendant et que, mathématiquement, tout le monde allait devoir travailler plus longtemps. La page 8 de ce numéro de *Pages de gauche* lui est donc également adressée...

LA ROSE

La rose pour **Marina Carobbio**, vice-présidente du parti socialiste suisse, qui, pour compléter le projet de programme du PSS, a proposé l'abolition de l'armée, la nationalisation des banques et des entreprises pharmaceutiques, et est venue le dire avec fermeté et conviction sur les ondes de la Radio Suisse romande, dans une émission généralement plus coutumière des dérapages droitiers. Heureusement que certain·e·s ne perdent pas le nord au Sud des Alpes!

RETRAITES

Nos retraites sont plus fortes que la droite!

“Avenir Suisse”, par la plume d'Olivier Meuwly, sonne une fois de plus l'alarme à propos de «l'inéluctable» faillite de l'AVS. Comme toujours, l'argument se fonde sur de prétendues évidences démographiques qui nécessiteraient, au choix, un relèvement de l'âge de la retraite ou une diminution des rentes.

Cette litanie est agaçante et complètement fausse. Elle oublie trois faits majeurs, que deux récents ouvrages développent de manière éclairante, le premier écrit par Gérard Filoche, inspecteur du travail et membre du PS français, et Jean-Jacques Chavigné, et le second par Bernard Friot, chercheur à l'Institut européen du salariat. Premièrement, l'AVS a déjà pu intégrer une augmentation très forte du nombre de retraité·e·s entre 1948 et aujourd'hui, moyennant une hausse significative des cotisations dans les années 1970 (un élément qui est toujours passé sous silence dans les savants “calculs” des “experts”). Deuxièmement, le fameux ratio entre «actifs» et «inactifs» omet de prendre en compte cette autre population d'«inactifs» que sont les jeunes, qui engendrent eux aussi des coûts. Or les prévisions démographiques montrent que ce ratio demeure presque stable, du fait de la baisse de la natalité. Et enfin, nos cassandres oublient que les retraité·e·s ne doivent pas être considérés comme des charges nettes pour la société, car ils et elles produisent eux aussi!

LES RETRAITES, LE CAPITAL ET LE TRAVAIL

Si les systèmes européens de retraite par répartition n'ont pas fait faillite plus tôt, c'est qu'ils s'appuient tous sur une hausse constante et massive de la productivité dans nos économies. Le scandale, c'est que ces gains se sont surtout retrouvés dans les profits des entreprises ces dernières décennies, et guère dans l'augmentation des salaires.

C'est précisément là que se pose le problème principal, comme le montrent très bien Filoche et Chavigné: la droite assèche le salariat, sur lequel reposent les retraites, pour prétendre ensuite la bouche en cœur que l'on ne peut plus financer nos retraites. La solution adoptée dans les années 1970 en Suisse permet de résoudre les deux problèmes en même temps: une augmentation significative des cotisations patronales rendrait aux travailleuses-eurs ce qui leur appartient et permettrait de limiter la part des profits, tout en garantissant le financement à long terme des retraites. Mais ce compromis naguère passé entre capital et travail est maintenant de plus en plus violemment attaqué.

DES RETRAITÉ·E·S QUI S'ACTIVENT

De son côté, le livre de Friot montre avec pertinence que, compte tenu de leur participation à la production de la richesse nationale, les retraité·e·s ont droit à un salaire, précisément sous la forme de la pension. La retraite ne doit correspondre ni à l'épargne accumulée durant toute une vie (le principe de notre «deuxième pilier»), qui fait des retraité·e·s des rentières-ers soumis à la logique du capital, ni à une allocation de solidarité pour éviter à ces dernières-ers de sombrer dans l'indigence (ce qu'est *de facto* devenue l'AVS). Elle doit être un véritable salaire payé par l'ensemble de la collectivité, grâce aux cotisations salariales et patronales, qui reconnaît la valeur du travail effectué par les retraité·e·s. Pour comprendre cela, il suffit de se demander qui, du communicant politique payé 20'000 euros par mois ou de la retraitée qui anime une association de vente directe de produits agricoles, participe le plus à la richesse nationale. La réponse est évidente. Ce que le capital ne peut pas accepter cependant, c'est qu'il existe dans

nos sociétés une partie de plus en plus importante de la population – les retraité·e·s, donc – qui vit en dehors des contraintes du marché du travail, c'est-à-dire qui a une activité dans un secteur *démarchandisé*.

LA RETRAITE SE PENSE AU PRÉSENT

Le problème politique est en fait temporel. Face aux réformes qui veulent faire dépendre le futur des pensions du passé des cotisations, par l'épargne ou par ce que les “experts” nomment la «neutralité actuarielle individuelle», il faut affirmer que les retraites, leur niveau et les droits qui y sont associés, dépendent prioritairement du présent. C'est la valeur présente de l'activité des retraité·e·s que tout le monde paie par les cotisations prises sur les salaires. Et la fixation de la première comme des secondes se fait dans une constante négociation qui, du point de vue de la gauche, doit viser à limiter au maximum les profits des entreprises, donc à redistribuer la plus grande part possible du PIB aux salarié·e·s, et à démarchandiser des secteurs toujours plus grands de la société. Le système par répartition, et lui seul, le permet; c'est son incomparable force.

Antoine Chollet

À lire: Gérard Filoche, Jean-Jacques Chavigné, Une vraie retraite à 60 ans, c'est possible, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2010
Bernard Friot, L'enjeu des retraites, Paris, La Dispute, 2010.

À ne pas lire: Olivier Meuwly, Les assurances sociales en révision, Avenir Suisse, 2010.

TÉMOIGNAGE

Deux Ritals à une table romande...

Un repas avec Raymond Durous, c'est le genre de rencontre qu'on organise avec le prétexte d'avoir un article à rédiger, mais dont on se réjouit surtout en sachant qu'on va passer un bon moment.

La terrasse est dressée, restaurant italien (obligé) et soleil au menu. Midi pile, ponctuel comme un Suisse, on sort un bloc-notes et un stylo. On attend. Pas longtemps: «je suis allé boire un verre avec Léon Francioli, un vieil ami». Salutations, accolade, remerciements. Le menu du jour de la pizzeria propose une salade grecque et des tomates à l'antiboise... Assimilation ou intégration, à vous de voir, la commande est passée.

ANTIPASTO

La discussion commence, file, facile, les sujets s'enchaînent: football (beaucoup), les ami-e-s commun-e-s (toujours plus nombreux que ce que l'on imagine), les luttes actuelles et, quand même, le dernier livre de l'écrivain: *Des Ritals en terre romande*.

Avec cet ouvrage, c'est au travers de vingt-deux portraits, chacun unique et s'inscrivant à la fois dans un tout, que l'auteur nous ouvre les portes de ce sujet qui lui tient tant à cœur depuis toujours: l'immigration italienne.

Mieux, Raymond Durous a décidé de nous parler de celles et ceux qui l'ont vécue, cette immigration, et qui continuent à la vivre aujourd'hui. Et quel meilleur moyen que de leur donner la parole par ce recueil de trajectoires personnelles? Une manière également, pour ce fils d'immigré-e-s lui-même, de «boucler la boucle», comme il le confesse, avec son premier ouvrage: *Victor le Conquérant*, qui raconte l'histoire de son père, venu travailler en Suisse dès son enfance, et que Raymond Durous a toujours considéré comme un modèle, un guide, qui lui a appris à croire aux valeurs qui lui sont

si chères aujourd'hui: la lutte contre les injustices, la tolérance, le respect. Ces valeurs sont également portées par les personnalités présentées dans son dernier livre, avec dans l'air une certaine continuité, logique.

PLAT DE RÉSISTANCE

Le choix des «héros» de ce livre est bien entendu subjectif. «J'ai voulu parler de gens que j'aime bien», confie-t-il. Certes, il dresse le portrait de personnages du monde associatif, politique, artistique. Des ami-e-s avant tout, ou des liens qui se sont renforcés au gré des rencontres qui ont forgé ce livre. Des gens qui ont quand même pas trop mal réussi, en fin de compte, et qui pourraient faire penser que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Mais l'on ne saurait critiquer cet «angélisme» de Durous dans le choix de ses interlocutrices-teurs. A ce niveau-là, il a déjà donné: «Avec *Victor*, j'ai beaucoup parlé des difficultés, de la pénibilité, des souffrances qu'enduraient les immigré-e-s italien-ne-s et leurs enfants fraîchement débarqués sur sol suisse. Avec ce nouvel ouvrage, c'est un autre regard que je voulais porter sur ce sujet». Une sorte de bilan, pour voir où l'on en est plusieurs décennies après les premières arrivées de convois remplis d'ouvriers. Pour voir comment ces immigré-e-s ou enfants d'immigré-e-s voient leurs pères, mères, terres d'origine, et par là même forcément, sur leur terre d'accueil. La boucle est donc bien en train de se boucler...

Et au fil des rencontres qui façonnent le livre, Durous a été marqué par «ce lien incroyable qui existe encore aujourd'hui entre les Italiens de Romandie et leurs racines. Tou-te-s ont évoqué avec plaisir leur petit

coin de terre, des souvenirs, la joie qu'ils éprouvent à y retourner, qui souvent, qui moins souvent».

CAFÉ ET DESSERT

Le repas touche à sa fin, le temps juste d'évoquer un autre trait marquant de l'immigration qu'évoque Durous, et très bien présenté dans la préface de Massimo Lorenzi: cette sensation de n'appartenir vraiment ni à sa terre d'origine, ni à sa terre d'accueil, qui joue un rôle essentiel dans le message de l'auteur. «Je me suis surpris à défendre des traits de la Suisse en Italie, et vice versa. C'est à mon sens une grande richesse que d'être entre deux cultures», une manière de se forger un regard sur l'autre sans oeillères, bien-



veillant, objectif et loin des nationalismes fanatiques et autres dérives dangereuses. N'être ni vraiment Suisse ni vraiment Italien, pour l'auteur, ne signifie pas n'avoir aucune origine, cela signifie être ouvert à plusieurs cultures.

Un message simple et sincère, que *Des Ritals en terre romande* a le mérite de véhiculer et de faire partager avec force et conviction, à chacun-e, immigré-e ou pas, dans un pays où il reste tant à faire sur ce sujet.

Il conto per favore.

Maurizio Colella

À lire: Raymond Durous, *Des Ritals en terre romande*, Vevey, *L'Aire*, 2010.

L'immigration: que laisse-t-on, que prend-on avec soi en partant?

ÉCONOMIE

Thèses sur la crise

Tirées de In and Out of Crisis, par Leo Panitch, Sam Gindin, et Greg Albo, enseignants d'économie politique à l'Université York de Toronto (Canada).

1. La crise financière actuelle doit être placée dans la dynamique historique et les contradictions de la finance capitaliste de la seconde moitié du XX^e siècle.

Bien que les sphères de la finance et de la production soient évidemment liées (et ce de manière significativement plus importante qu'autrefois), l'origine de la crise financière américaine ne se situe pas dans une crise de profitabilité dans la sphère productive, à l'instar de ce qui s'était passé dans les années 1970, ni dans les déséquilibres des échanges commerciaux qui se sont installés depuis. Bien que l'importance de la finance dans les principales économies capitalistes ait déjà été remarquée dans les années 1960, c'est le rôle de celle-ci dans la résolution de la crise des années 1970 qui explique sa place dans le capitalisme contemporain. L'inflation, qui était le principal symptôme de la crise, a érodé la valeur de tous les titres financiers, mais la plus grosse crainte portait alors sur l'inflation américaine, ce qui allait faire chuter la confiance dans la valeur future du dollar. Afin de préserver le rôle du dollar dans le capitalisme global, la Réserve fédérale américaine a très fortement relevé les taux d'intérêt au début des années 1980, afin d'augmenter le chômage, de dompter le militantisme syndical et de restreindre les dépenses sociales publiques – tous éléments censés être à l'origine de l'inflation et de la crise de profitabilité de la décennie précédente. Ceci a posé les bases des succès à venir du capitalisme financier à la fin du XX^e siècle. [...]

2. L'extension spatiale et l'approfondissement social du capi-

talisme dans le dernier quart de siècle n'auraient pas pu se produire sans des innovations financières.

L'internationalisation de la finance américaine a permis la répartition et la diffusion des risques liés à la globalisation de l'investissement, de la production et du commerce, organisée pour l'essentiel autour du dollar. Le développement des produits dérivés a fourni une assurance contre le risque dans une économie globale complexe, sans laquelle l'accumulation du capital aurait été significativement restreinte. En même temps, de plus en plus de travailleuses-eurs se sont retrouvés happés dans la sphère financière en tant que débitrices-eurs, épargnant-e-s et même comme investisseuses-eurs, du fait des plans de retraites privés, des crédits à la consommation et des crédits immobiliers. [...] Les bons du Trésor américain et le dollar, qui sont à la fois échangeables et rémunérateurs, ont servi de valeurs refuge pour l'épargne et de base pour toutes les autres évaluations dans l'économie globale. Cette prédominance du dollar dans la finance globale reflétait et renforçait celle des institutions financières américaines. Ces dernières ont permis d'attirer l'épargne des autres pays vers les marchés financiers américains et d'offrir un crédit à bon marché. Celui-ci a soutenu la position des États-Unis comme principal marché de consommation et d'importation.

3. La volatilité de la finance globale a engendré une série de crises financières nécessitant l'intervention répétée de l'État.

Du fait de l'afflux de fonds aux États-Unis, la compétition entre prêteuses-eurs s'est accrue et a fait baisser les taux d'intérêt ainsi que la profitabilité financière. En conséquence, les entreprises financières ont cherché de nouveaux marchés, mais ont également prêté plus par rap-

port à leurs fonds propres. Dans les faits, ceci s'est traduit par un accroissement massif du crédit et de l'offre réelle de monnaie qui, néanmoins, à cause de la défaite des travailleuses-eurs et de l'accroissement de la possibilité pour les entreprises de se financer sur leurs fonds propres, n'a pas conduit à l'inflation des prix, mais à l'inflation du marché des actions et de l'immobilier. [...] L'État est intervenu de manière répétée afin d'éviter le krach à chaque éclatement de bulle, une action cruciale pour la confiance des spéculatrices-eurs, et qui a encouragé la formation des bulles successives. La prétendue disparition de l'État due à la globalisation s'est révélé être une illusion idéologique néolibérale. En réalité, les États sont restés au centre de la finance globale et ont massivement injecté de l'argent dans les banques. Dans les pays en développement, ils ont utilisé les crises afin d'imposer la discipline financière du marché sur leurs populations. L'État américain, en particulier, a joué un rôle prépondérant en tant que garant impérial, coordinateur et pompier en chef du capitalisme global.

4. Le lien étroit entre la finance et l'État a été essentiel dans la création de la bulle immobilière américaine et dans son impact lorsqu'elle a éclaté.

Dans le contexte d'un système financier global hautement volatil, les investisseuses-eurs se sont repliés sur la sécurité représentée par les bons du Trésor américain, en dépit des bas taux d'intérêts américains [...]. Ceci a accru la compétition au sein de la finance globale pour obtenir des rendements élevés. La sécurité historique des crédits immobiliers, dont une grande partie était garantie par le gouvernement américain, a renforcé la confiance du public dans les prix de l'immobilier en permanente ascension.

La dette immobilière s'en est trouvée particulièrement attractive pour les investisseurs-eurs qui ont pu emprunter des fonds à bas taux et utiliser l'argent pour acheter des paquets de crédits offrant un rendement beaucoup plus élevé. Une portion importante de la classe ouvrière américaine a maintenu son niveau de consommation grâce à des hypothèques gagées sur la valeur de leur maison faussement gonflée par la bulle spéculative. [...] L'éclatement de la bulle immobilière a nécessairement mené à un déclin de la consommation aux États-Unis, produisant des effets que le krach boursier n'avait pas eu. [...]

5. La crise a révélé la centralité de l'État américain dans l'économie capitaliste globale tout en multipliant les difficultés de la gérer.

La montée du dollar sur les marchés de devises et l'énorme demande pour les bons du Trésor américain au fur et à mesure de l'accroissement de la crise ont révélé à quel point le monde entier se reposait sur le dollar comme standard et sur l'État américain comme garant en dernière instance de sa valeur. Les bons du Trésor ont été demandés car ils restent la réserve de valeur la plus stable dans un environnement volatil. L'illusion qui voudrait que les autres États fassent une faveur aux États-Unis en achetant des bons du Trésor sera peut-être dissipée par la crise actuelle. Le rôle central de l'État américain dans la gestion globale de la crise a été confirmé. [...]

6. La crise a démontré une des grandes idées de Marx dans Le Manifeste communiste: bien que le capitalisme soit international par essence, sa reproduction reste nationale dans sa forme.

Malgré l'attention apportée aux grandes réunions internationales, toutes les interventions cruciales ont été mises en œuvre au niveau des États. Les

réactions à la grande dépression de 1930 avaient fragmenté le capitalisme, mais les réponses actuelles n'ont pas interrompu le libre échange et la libre circulation du capital. Il s'agit d'une tâche dévolue individuellement aux États qui assument la responsabilité de maintenir l'accumulation internationale du capital au sein de leurs propres frontières, reflétant la structure du capitalisme au XXI^e siècle: des connexions intimes et le partage des mêmes points de vue au sein de l'élite administrative, [...] et surtout l'intérêt essentiel qu'ont tous les autres États dans l'existence d'une structure gérant et coordonnant le capitalisme global, et le rôle structurant de l'État américain au sein de ce système. Ceci a des implications importantes en terme de stratégies de réponse à la crise. Les alternatives prétendant que les mouvements sociaux doivent accroître leurs capacités internationales afin de s'opposer aux forces capitalistes globales à leur échelle, ratent peut-être le problème qui est de construire d'abord une base solide à domicile. En l'absence d'une telle base et de la capacité de transformer les États, les sentiments internationalistes ne peuvent pas se traduire en un internationalisme réel. Même si l'on va au-delà de la question des pratiques alternatives, pour lesquelles le niveau national reste clairement plus important que l'international, ceci est absolument crucial pour maintenir la possibilité d'une alternative politique.

7. Vouloir revenir au "bon vieux temps" d'avant le néolibéralisme, c'est ne pas comprendre le lien entre ce passé et notre présent, et ignorer combien la classe ouvrière a depuis été intégrée aux marchés financiers.

Le néolibéralisme a été une réponse au caractère non durable de la période précédente pour le capitalisme. La crise des

années 1970 prenait sa source dans la résistance ouvrière aux tentatives du management de restaurer la productivité au détriment des salaires et des conditions de travail, notamment en ralentissant l'investissement et en menaçant de délocaliser. Revenir à cette période ne ferait que restaurer le conflit précédent: soit le pouvoir managérial est renforcé afin de résoudre la crise, soit une lutte est lancée pour une alternative démocratique. Après les années 1970, une longue période de dépression salariale a conduit les salarié-e-s à se reposer de plus en plus sur le crédit afin de maintenir leur niveau de vie [...]. Ceci a augmenté la fragmentation de la classe ouvrière et miné sa cohésion en tant que force sociale autonome. Alors que la lutte pour l'augmentation des salaires et pour le développement des services publics reposait sur la solidarité de classe, la demande de crédit destinée à soutenir la consommation privée a amené une réduction des capacités d'action collective. Ce type de dépendance au système financier a été révélé au grand jour par la crise actuelle: malgré la colère populaire, tout le monde s'est finalement rallié à l'idée de sauver un système dont chacun dépend désormais.

Extrait de l'ouvrage: Leo Panitch, Sam Gindin, Greg Albo, In and Out of Crisis: The Global Financial Meltdown and Left Alternatives, PM Press, Spectre, 2010 (www.pmpress.org). Traduction par Romain Felli, avec l'aimable autorisation des auteurs et de l'éditeur.

On peut retrouver l'intégralité des dix thèses sur notre site web: www.pagesdegauche.ch



Liliane Bettencourt,
héritière du groupe de
cosmétiques L'Oréal,
aurait dissimulé de
l'argent en Suisse

L'ORÉAL ALORS?

EN BREF

Les articles auxquels vous avez échappé

- > Moritz Leuenberger et le départ à la retraite
- > *Film.socialisme*: quand Godard devrait rejoindre Rohmer
- > La vie et l'œuvre d'Eddy Mitchell
- > Les dictatures du mois: Libye, Corée du Nord, canton de Neuchâtel...
- > Les républiques bananières du mois: Îles Caïman, Honduras, canton de Neuchâtel...
- > La presse de gauche en Suisse (faute de sujet)
- > Présentation didactique du nouveau code de procédure pénale
- > Rubrique moteurs: les tests auto de la rédaction
- > Capitalisme prédateur et pénurie de tabacs Dunhill
- > Nos recettes de fête pour la ménagère pressée
- > Les aventures d'un Loclois à la Municipalité de Lausanne

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

SALLE DES PAS PERDUS

Vacances fédérales

En cette période de crises, voici à quoi devraient ressembler les vacances du Conseil fédéral en cet été 2010. Parée de sa légendaire maîtrise des langues, Mme Leuthard rendra visite aux minorités linguistiques du "pailly". Au département de la défense, on se doit également de rester sur territoire suisse, même si M. Maurer hésite toujours entre un réduit alpin et une confortable villa de la *Goldküste*. À l'inverse, M. Merz et Mme Calmy-Rey projettent de partir ensemble s'étriper en paix, loin des regards. Le désert libyen devrait à cet égard faire l'affaire. Le Sud sera aussi prisé de Mme Widmer-Schlumpf qui inaugurera la nouvelle ligne directe Zurich-Lagos. Ces loisirs gourmands en kérosène ne sont pas très écolos, raison pour laquelle on dit que Moritz pense enfin terminer son tour de Suisse à dos d'âne, commencé il y a 15 ans et dont on a bien cru qu'il ne s'achèverait jamais. Quant à M. Burkhalter, féru d'exotisme et de fantaisie, comme tout le monde le sait, il a décidé de surprendre en passant ses vacances dans les Alpes autrichiennes. AT

ABONNEMENTS

Ce numéro est le second à être envoyé à titre promotionnel à certain-e-s de nos ancien-ne-s abonné-e-s (lire notre édito). Après une année passée à étrenner sa nouvelle formule, la rédaction de *Pages de gauche* a décidé de la faire découvrir aux personnes qui ne la connaissaient pas encore.

Nous invitons ainsi celles et ceux que cela concerne à renouer avec leur ancien abonnement, au moyen du bulletin de versement qui accompagne ce journal. *Pages de gauche* vit grâce à ses abonné-e-s, nous avons toujours besoin de votre soutien!

La rédaction